

Dossier spécial

Entrepreneuriat, innovation et développement durable

L'entrepreneuriat, l'innovation et le développement durable sont des piliers essentiels pour la transformation des économies africaines. Ces concepts jouent un rôle clé dans la diversification économique, dans la création d'emplois et dans la résilience des communautés face aux crises globales (Acs et collab., 2017). Face à des défis tels que les changements climatiques, l'instabilité économique et les inégalités sociales, l'entrepreneuriat apparaît comme un moteur de transformation économique et sociale. À travers des initiatives innovantes et inclusives, les entrepreneurs africains participent à la croissance économique et à la réalisation des Objectifs de développement durable (ODD) des Nations unies (Autio et collab., 2014).

Cependant, la transition vers des pratiques entrepreneuriales durables est complexe et nécessite une coordination efficace des acteurs de l'écosystème entrepreneurial, des financements adaptés et des approches inclusives. L'émergence de nouveaux modes de financement (p. ex., le co-investissement ou le financement participatif [*crowdfunding*]) ainsi que la mobilisation de réseaux de soutien offrent de nouvelles perspectives de développement pour les entreprises (Cumming et collab., 2019). Ces transformations posent aussi des défis en matière de gouvernance, d'équité de genre et de justice sociale (Marlow et Martinez Dy, 2017).

Dans ce contexte, la recherche scientifique joue un rôle crucial pour mieux comprendre les mécanismes qui influencent la performance des entreprises africaines. En s'appuyant sur des études de cas et sur des approches théoriques solides, les chercheurs identifient les leviers d'action pour renforcer les écosystèmes d'innovation et les politiques publiques en faveur de l'entrepreneuriat. Les recherches récentes mettent en lumière plusieurs facteurs essentiels à la réussite des très petites, petites et moyennes entreprises (TPE et PME) en Afrique : la diversification des activités, l'accès au financement, la différence de genre et la dynamique entrepreneuriale (Zogning et Kouadio, 2023).

La gouvernance des écosystèmes d'innovation constitue un enjeu majeur. Contrairement aux écosystèmes d'affaires traditionnels, ceux de l'innovation reposent sur la collaboration entre des acteurs divers (entreprises, institutions publiques, centres de recherche, ONG, etc.). Ces acteurs doivent travailler de manière coordonnée pour maximiser l'impact des initiatives entrepreneuriales. La qualité des relations interorganisationnelles et la capacité de l'écosystème à évoluer vers une gouvernance plus décentralisée et collaborative sont des facteurs déterminants de succès (Rabelo et Bernus, 2015). Cette dynamique de gouvernance par la collaboration est essentielle pour renforcer la résilience des écosystèmes d'innovation face aux chocs économiques et aux crises (Obeng et collab., 2020).

La question du genre reste centrale dans l'entrepreneuriat africain. Les femmes entrepreneures, bien qu'au centre de nombreuses chaînes de production artisanale et de services locaux, font face à des barrières systémiques. Outre les difficultés d'accès au financement, elles doivent affronter des normes sociales restrictives et des stéréotypes de genre qui limitent leurs opportunités d'affaires (Brush et collab., 2019). La réduction de ces inégalités passe par la mise en place de dispositifs de financement inclusifs, par la création de programmes de mentorat et par le renforcement des réseaux de soutien féminin. Les chercheurs montrent que les politiques d'accompagnement ciblées peuvent considérablement réduire ces écarts de performance et favoriser la résilience des entreprises dirigées par des femmes.

Ces tendances montrent que la transformation de l'entrepreneuriat africain doit s'appuyer sur des politiques publiques ambitieuses, sur des dispositifs de financement innovants et sur des écosystèmes d'innovation structurés. De fait, ce dossier propose d'approfondir ces enjeux à travers des perspectives centrées sur la coordination des écosystèmes, sur la diversification des financements, sur l'encadrement du secteur informel et sur la promotion de l'égalité de genre.

Dans un contexte de défis agricoles majeurs en Afrique subsaharienne, **Claire Orbell, Aurélie Toillier, Sophie Mignon, et Aristide W. Sempore** analysent la mise en place d'un écosystème de services de soutien à l'innovation (ESSI) au Burkina Faso centré sur la création du label Bio-SPG. L'originalité de cette étude réside dans son approche des mécanismes de coordination entre les acteurs agricoles, un sujet peu exploré dans la littérature sur les écosystèmes d'innovation. L'article s'appuie sur une étude de cas historique, combinant des entretiens semi-directifs avec six organisations clés et l'analyse de documents secondaires. Ce dispositif méthodologique permet d'identifier trois principales phases de mise en place de l'ESSI. La phase préliminaire (1980-2011) est marquée par les premières initiatives agroécologiques et par la création d'un cadre de concertation. La phase d'initiation (2011-2016) voit l'émergence du Conseil national de l'agriculture biologique (CNABio) et le regroupement de cinq acteurs clés. La phase de montée en puissance (2016-2022) se caractérise par une ouverture à de nouveaux acteurs et à une diversification des collaborations. Les relations au sein de l'ESSI sont analysées à travers trois cercles d'interactions. Les relations fortes concernent les collaborations intensives entre les acteurs fondateurs, tandis que les relations faibles s'observent avec les nouveaux entrants. Enfin, des relations contextuelles limitées se tissent avec des institutions externes, notamment les ministères. Ce modèle relationnel, évolutif au fil des phases, joue un rôle clé dans la stabilité et l'efficacité de l'écosystème. Cet article invite à repenser la dynamique des écosystèmes d'innovation agricole. Contrairement à certaines approches qui valorisent la diversité des acteurs dès le départ, cette étude montre que l'homogénéité initiale des membres fondateurs facilite la coordination et l'alignement stratégique. Ce n'est qu'au cours de la montée en puissance que de nouveaux acteurs, plus diversifiés, rejoignent l'écosystème. Ce constat ouvre la voie à une réflexion plus large sur les trajectoires de développement des écosystèmes d'innovation dans les pays du Sud.

Le financement des entreprises en démarrage et des PME reste un défi, les banques étant réticentes à accorder des prêts en raison de l'asymétrie de l'information et de l'absence de garanties. Les entreprises se tournent donc vers des financements alternatifs, parmi lesquels le co-investissement joue un rôle essentiel. Chaque type d'investisseur intervient de manière spécifique. Les capital risqueurs ciblent les entreprises à fort potentiel de croissance, apportant des fonds et du soutien stratégique pour accélérer l'innovation et la commercialisation des produits. Leur objectif est souvent la réalisation d'une sortie rapide et rentable, par le biais d'une introduction en bourse (IPO) ou d'une acquisition. C'est cette réalité qui amène **Jalal El Fadil** à analyser le co-investissement des sociétés de capital risque, des investisseurs providentiels (*business angels*) et des plateformes de financement participatif (*crowdfunding*) dans les firmes entrepreneuriales. Contrairement à la syndication d'investisseurs, ce type de co-investissement reste peu étudié. L'objectif de l'auteur est de comprendre l'interaction entre ces trois acteurs et d'évaluer leur influence sur la gouvernance, sur la performance et sur la croissance des entreprises financées. Les investisseurs providentiels interviennent à un stade plus précoce, souvent au démarrage de l'entreprise. Leur approche, plus souple et relationnelle, inclut du soutien financier et cognitif. Ces investisseurs jouent un rôle de mentor auprès des entrepreneurs, les aidant dans les prises de décision stratégiques. De plus, la syndication entre investisseurs providentiels permet de réduire le risque financier et de mutualiser les expertises. Le financement participatif est une forme plus récente de co-investissement. Il permet aux entreprises de mobiliser des fonds auprès d'une large communauté d'investisseurs par le biais des plateformes en ligne. En plus de financer des projets à fort risque, il permet aux entrepreneurs de mieux comprendre les attentes des consommateurs, car les retours des contributeurs influencent souvent les décisions stratégiques. Toutefois, la dispersion des actionnaires complique la gouvernance, notamment en ce qui concerne la prise de décision collective. L'article montre ainsi que le co-investissement offre des avantages importants pour la performance et la croissance des firmes entrepreneuriales. Les apports financiers, cognitifs et stratégiques de ces trois types d'investisseurs se complètent. Cependant, ce modèle complexifie la gouvernance. Les investisseurs ayant des objectifs parfois divergents, des conflits d'intérêts peuvent émerger. La multiplicité des parties prenantes accroît les coûts de coordination et les exigences de contrôle, notamment en matière de gouvernance cognitive et disciplinaire. Cet article apporte un éclairage essentiel sur les dynamiques du co-investissement et sur la gouvernance des firmes entrepreneuriales. En explorant les interactions complexes entre capital risqueurs, investisseurs providentiels et investisseurs en financement participatif, il ouvre des perspectives de recherche sur la gestion des trajectoires de financement.

Donald Dimitri Onounga, Michelle Ngokanat Penaby et Mathias Marie Adrien Ndinga analysent quant à eux l'impact de la dynamique entrepreneuriale sur le développement durable en République du Congo. Leur étude vise précisément à évaluer les effets de la création d'entreprises sur les dimensions économiques, sociales et environnementales du développement durable. L'étude distingue deux approches d'éthique des affaires. L'approche traditionnelle se concentre sur la maximisation du profit au bénéfice des actionnaires, tandis que l'approche moderne promeut la responsabilité sociale et environnementale des entreprises. Ces deux visions

permettent d'expliquer les comportements des entreprises congolaises vis-à-vis du développement durable. Les résultats mettent aussi en évidence l'impact des crises économiques et sanitaires, notamment la pandémie de COVID-19, sur la dynamique entrepreneuriale au Congo. Ces crises ont ralenti la création d'entreprises et accentué la vulnérabilité du tissu économique congolais. De plus, les entreprises font face à des obstacles liés au financement, avec un accès limité au crédit bancaire et une faiblesse des fonds propres. En somme, l'étude souligne que la dynamique entrepreneuriale est un levier important pour le développement durable, mais ses effets doivent être mieux encadrés. L'adoption de pratiques de responsabilité sociétale et la promotion de l'accès au financement sont essentielles pour renforcer cet impact. Les auteurs appellent les autorités à mettre en place des politiques d'accompagnement, notamment des réformes pour favoriser l'accès au financement, pour réduire la corruption et pour simplifier les procédures administratives. Cette recherche est une invitation à poursuivre les études sur le rôle des PME africaines dans la transition vers un développement plus durable.

Emerentienne Bakaboukila Ayessa analyse l'impact de la différence de genre et de la diversification des activités sur la performance des très petites, petites et moyennes entreprises (TPE et PME) en République du Congo. Basée sur les données du *Recensement des TPE, PME et artisans*, l'étude mobilise quatre approches théoriques : la théorie du portefeuille, la théorie de l'agence, la théorie des ressources de base et la théorie du pouvoir de marché. Ces théories expliquent les motivations des entrepreneurs à diversifier leurs activités et les effets de cette diversification sur la performance des entreprises. Les résultats révèlent que la diversification des activités n'améliore pas la performance des TPE et PME, indépendamment du genre de l'entrepreneur. Pour les entreprises dirigées par des femmes, la diversification n'a pas d'impact significatif. Pour celles gérées par des hommes, la diversification a des effets négatifs sur la performance. Ces résultats s'expliquent par des contraintes structurelles, notamment des insuffisances en financement, en compétences de gestion et en soutien institutionnel. De plus, ces entreprises évoluent souvent dans des secteurs informels, ce qui limite leur capacité à tirer parti des opportunités de diversification. L'étude montre que d'autres facteurs, tels que l'accès au crédit et au capital, influencent la performance des TPE et PME. Les hommes semblent mieux outillés pour mobiliser ces ressources, mais la diversification reste défavorable, ce qui remet en question sa pertinence comme stratégie de croissance dans le contexte congolais. Face à ces constats, l'auteure recommande d'améliorer l'accès au financement pour les hommes et les femmes entrepreneurs ainsi que de promouvoir la création de centres de formation en entrepreneuriat. Ces centres permettraient de sensibiliser les entrepreneurs aux risques liés à la diversification et de les accompagner dans l'identification des secteurs porteurs. Elle propose également de renforcer l'accompagnement des femmes entrepreneures afin de réduire les écarts de performance liés au genre.

Ces recherches offrent des enseignements majeurs sur quatre axes clés pour un modèle d'entrepreneuriat inclusif et durable : la consolidation des écosystèmes d'innovation, la diversification des financements, l'encadrement de l'économie informelle et la réduction des inégalités de genre. Elles posent

des questions fondamentales sur les mécanismes qui influencent la survie et la croissance des entreprises. Comment mobiliser l'ensemble des parties prenantes pour renforcer les écosystèmes d'innovation? De quelles ressources disposent les femmes entrepreneures pour surmonter les inégalités de genre? Comment mieux articuler l'entrepreneuriat et le développement durable?

Les articles présentés dans ce dossier apportent des réponses concrètes à ces interrogations, tout en ouvrant la voie à des recherches futures sur les trajectoires d'innovation et de transformation structurelle de l'Afrique.

Félix Zogning
Professeur titulaire
École de gestion
Université de Sherbrooke

Références

- Acs, Z., Audretsch, D., Lehmann, E. et Licht, G. (2017). National systems of entrepreneurship. *Small Business Economics*, 49(1), 31-49. <https://doi.org/10.1007/S11187-016-9705-1>
- Autio, E., Nambisan, S., Thomas, L. D. W. et Wright, M. (2014). Digital affordances and entrepreneurial growth. *Research Policy*, 43(8), 1097-1108. <https://doi.org/10.1002/scj.1266>
- Brush, C. G., Edelman, L. F., Manolova, T. S. et Welter, F. (2019). A gendered look at entrepreneurship ecosystems. *Small Business Economics*, 53(2), 393-408. <https://doi.org/10.1007/s11187-018-9992-9>
- Cumming, D., Vanacker, T. et Zahra, S. A. (2019). Equity crowdfunding and governance: Toward an integrative model and research agenda. *Academy of Management Perspectives*, 33(1), 69-95. <http://dx.doi.org/10.5465/amp.2017.0208>
- Marlow, S. et Martinez Dy, A. (2017). Annual review article: Is it time to rethink the gender agenda in entrepreneurship research? *International Small Business Journal*, 35(3), 3-20. <https://doi.org/10.1177/0266242617738321>
- Obeng, B. A., Robson, P., et Haugh, H. (2014). Strategic entrepreneurship and small firm growth in Ghana. *International Small Business Journal*, 32(5), 501-524. <https://doi.org/10.1177/0266242612463946>
- Rabelo, R. J. et Bernus, P. (2015). A holistic model of building innovation ecosystems. *Journal of Manufacturing Technology Management*, 26(3), 361-378. <https://doi.org/10.1016/j.ifacol.2015.06.423>
- Zogning, F. et Kouadio, A. (2023). *L'accompagnement de l'entrepreneuriat en Afrique francophone*. Éd. JFD.

DOI : <https://doi.org/10.1522/revueot.v33n3.1859>

